

Les québécois d'origine italienne

Une longue histoire

Paul-André Linteau

Numéro 139, automne 2019

Mamma mia! Ces québécois venus d'Italie

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/92608ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)
1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Linteau, P.-A. (2019). Les québécois d'origine italienne : une longue histoire. *Cap-aux-Diamants*, (139), 4–8.

LES QUÉBÉCOIS D'ORIGINE ITALIENNE

UNE LONGUE HISTOIRE

par Paul-André Linteau

La présence italienne parmi la population du Québec plonge ses racines loin dans l'histoire, mais elle est longtemps assez ténue. À l'époque de la Nouvelle-France, seuls quelques individus, déjà francisés, s'aventurent ici et ils se fondent dans la société locale. Le plus célèbre est Henri de Tonty, militaire, commerçant de fourrures et explorateur.

Vers le tournant du XIX^e siècle, un premier noyau se forme à Montréal. Il est composé surtout d'aubergistes et de commerçants originaires du nord de l'Italie, tels les Donegani, Donegana, Rusconi, Bonacina, Rasco ou Delvecchio. Certains s'intègrent à la société canadienne-française. C'est le cas de Domenico Bruchesi, arrivé vers 1813, dont le petit-fils, Paul, sera archevêque de Montréal et un autre descendant, Jean, s'illustrera comme historien et haut fonctionnaire.

À partir du milieu de XIX^e siècle, de nouveaux immigrants italiens, dont plusieurs artisans et des hommes d'affaires, s'installent au Québec. Parmi



Descendant d'un immigrant italien, Paul Bruchési est archevêque de Montréal de 1897 à 1939. Photo du début du XX^e siècle. (Archives de la Ville de Montréal, BM1-5P0261-2.)

eux, on voit émerger tout un groupe de statuaires dont les ateliers contribuent à décorer les églises et les couvents. À Québec, c'est Michele Rigali; à Montréal,

d'immigrants, atteint le Québec. Cette fois, les nouveaux venus ne sont plus des artisans ou des commerçants du Nord, mais des ouvriers agricoles du

c'est principalement Tommaso Carli, mais il y en a d'autres. En 1867, Carlo Onorato Catelli commence à fabriquer les pâtes alimentaires qui feront sa renommée. Ces nouveaux immigrants sont associés à l'univers francophone. C'est le cas de Catelli qui, devenu un industriel prospère, sera président de la Chambre de commerce du district de Montréal.

LA PREMIÈRE VAGUE

Ces hommes deviennent les figures de proue d'une communauté italienne en émergence à Montréal. En 1871, le Québec ne compte que 95 personnes nées en Italie. Dix ans plus tard, leur nombre grimpe à 231 et atteint 638 en 1891, ce qui reste tout de même modeste. Les choses changent rapidement au tournant du XX^e siècle quand une véritable vague, forte de plusieurs milliers



Caffè Italia est le plus célèbre des nombreux cafés où se rassemblaient les immigrants dans la Petite-Italie de Montréal. Son nom est aussi le titre d'un film de Paul Tana (1985) portant sur l'histoire de l'immigration italienne dans la métropole. Photo de Lucie Choquette, 24 juillet 2000. (Archives de la Ville de Montréal, VM94-2000-0240-028.)

Sud, disponibles pour effectuer du travail manuel peu qualifié. Ce mouvement s'explique par une double conjoncture, bien racontée par l'historien Bruno Ramirez. D'un côté, la masse de la population rurale du Mezzogiorno travaille dans des conditions difficiles pour une poignée de pro-

priétaires et seule l'émigration lui offre la possibilité de se sortir de la misère. De l'autre, l'économie canadienne est en forte croissance et la construction ferroviaire bat son plein. Les compagnies de chemins de fer ont besoin de dizaines de milliers de journaliers pour faire bâtir de nouvelles voies au pic et à

la pelle. Elles ont recours à des intermédiaires – les *padroni*, des agents d'emploi – qui recrutent en Italie la main-d'œuvre nécessaire et la transportent vers les chantiers du Nord et de l'Ouest canadien. En 1910, par exemple, environ 1 000 journaliers italiens sont embauchés dans un grand site de construction ferroviaire situé à La Tuque. Grâce à des chaînes migratoires, beaucoup de ces ouvriers qui se dirigent vers le Québec viennent d'une petite région pauvre de la péninsule, le Molise, et surtout de la province de Campobasso, ou encore d'une région voisine, la Campanie. Au début, il s'agit d'une migration temporaire répondant à une stratégie familiale. On envoie en Amérique de jeunes hommes pour qu'ils aident financièrement la famille restée derrière. Les chantiers de construction étant saisonniers, beaucoup d'ouvriers rentrent ensuite au pays, mais certains choisissent de passer l'hiver au Québec, en se repliant sur Montréal. Là, ils peuvent être nourris et logés à prix abordable par des compatriotes qui prennent des chambreurs. Ils y découvrent tout le potentiel d'emplois qu'offre la grande ville, notamment dans les chantiers d'infrastructures urbaines. Certains choisissent d'y rester et d'y faire venir leur épouse ou leur fiancée. Ainsi, dans la première décennie du XX^e siècle, on passe d'une migration temporaire à un établissement permanent. Cela se reflète dans les effectifs des immigrants italiens au Québec qui passent en dix ans de 1 549 à 6 386. En y ajoutant les enfants nés ici, il y a près de 10 000 personnes d'origine italienne.

À Montréal, ils forment alors 1,5 % de la population. Ils se concentrent d'abord dans les vieux quartiers ouvriers du centre-sud, où est d'ailleurs implantée en 1905 la première paroisse catholique italienne, Notre-Dame-du-Mont-Carmel. Une autre zone de peuplement se développe vers le sud-ouest, dans l'axe du canal de Lachine, mais la plus importante est celle qui pousse dans la partie nord de la municipalité de Saint-Louis-

du-Mile-End. Dans ce secteur – plus tard connu sous le nom de Petite-Italie – les nouveaux arrivants disposent de terrains assez grands pour installer des potagers. C'est là qu'est établie, en 1910, la deuxième paroisse italienne, Notre-Dame-de-la-Défense. Dès cette époque, les institutions paroissiales deviennent des lieux de rassemblement et d'identité. C'est aussi le cas des épicerie italiennes qui commencent à émerger ici et là et où les immigrants se retrouvent régulièrement. Avec l'installation permanente et la formation de nouveaux ménages, la communauté immigrante se mue peu à peu en une communauté ethnoculturelle.

L'apport migratoire, interrompu pendant la Première Guerre mondiale, reprend ensuite, mais à un rythme plus lent.

Entre 1921 et 1931, le Québec gagne moins de 2 000 immigrants italiens (de 7 906 à 9 797), puis le mouvement cesse durant la crise des années 1930 et pendant le second conflit mondial. À cette époque, le développement de la communauté italienne passe beaucoup plus par l'accroissement naturel que par l'immigration. La population d'origine italienne (aussi bien née à l'étranger qu'au Canada) passe de 16 141 à 28 051 dans l'entre-deux-guerres et les trois quarts ont l'italien comme langue maternelle. La présence de Benito Mussolini à la tête du gouvernement de l'Italie (1922-1943) a des répercussions au Québec. Le Duce suscite l'admiration chez une partie de ses compatriotes et même parmi l'élite nationaliste canadienne-française. La fresque le représentant à cheval dans

l'église paroissiale de Notre-Dame-de-la-Défense, et le centre culturel Casa d'Italia (1936), paré de symboles fascistes, en sont des illustrations. Comme le montre l'historien Roberto Perin, le consulat d'Italie à Montréal se livre à des opérations de propagande. Tout en voulant stimuler le sentiment d'appartenance, *l'italianità*, parmi la population immigrée, il vise surtout à promouvoir les idées fascistes. Des organisations de la communauté, comme l'Ordre des fils d'Italie, accordent leur allégeance au fascisme, mais de nombreux Italo-Montréalais y résistent.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'Italie est l'alliée de l'Allemagne, de sorte que ses ressortissants au Canada deviennent suspects. Le gouvernement fédéral envoie plusieurs centaines dans des camps d'internement. Certains sont de véritables militants fascistes, mais dans la majorité des cas, ce sont de vagues sympathisants ou des victimes de dénonciations occultes, qui ne posent aucun risque à la sécurité nationale. Ils sont éventuellement relâchés, mais le mal est fait.

LA SECONDE VAGUE

L'immigration italienne vers le Québec reprend avec force dans les années 1950 et se dirige essentiellement vers Montréal. Entre 1946 et 1961, elle amène plus de 77 000 personnes, près du cinquième de l'immigration totale. Les Italiens viennent alors au premier rang, devant les Britanniques. Ils restent en tête entre 1962 et 1970, mais avec environ 41 000 personnes, le mouvement ralentit. Il s'effondre dans la décennie suivante, avec à peine 10 000 nouveaux venus. La grande migration italienne vers le Québec, qui aura marqué le XX^e siècle, est désormais terminée. Elle a tout de même donné naissance à une communauté forte, qui se perpétue. À partir de 1961, la population d'origine italienne dépasse celle d'origine juive et forme la plus nombreuse minorité ethnique du Québec



Église Notre-Dame-de-la-Défense (Madonna della Difesa), inaugurée en 1919. À l'avant-plan, le monument à Dante, œuvre de Carlo Balboni, offert à la Ville de Montréal par la « colonie » italienne en 1922. Il est déplacé à cet endroit, dans le parc Dante, en 1963. Photo de Louis-Philippe Meunier, 8 août 1963. (Archives de la Ville de Montréal, VM94-A0102-001.)

(hors les origines britanniques). En 1971, elle représente 9 % de la population de la ville de Montréal et 6 % de celle de la région métropolitaine.

La vague d'après-guerre représente trois fois la taille de toute la communauté italienne d'avant-guerre. Elle a pourtant des liens étroits avec celle-ci, puisque la quasi-totalité des nouveaux arrivants est admise grâce aux programmes de regroupement familial et de parrainage. Ainsi, les anciennes chaînes migratoires sont réactivées et, sans surprise, le Molise et la Campanie viennent encore au premier rang des régions italiennes fournissant des immigrants.

Les quartiers italiens traditionnels n'arrivent pas à absorber cette marée humaine qui déborde notamment vers Saint-Michel et Montréal-Nord, puis vers Saint-Léonard et Rivière-des-Prairies, tandis que la communauté du sud-ouest s'étend en direction de LaSalle. Une véritable économie ethnique se développe dans les secteurs de la construction, des travaux publics et du jardinage, avec des entreprises dont patrons et ouvriers sont italiens. Les femmes sont embauchées en grand nombre dans les ateliers de confection. Les commerces de proximité desservant la population italienne se multiplient.

LA TEMPÊTE LINGUISTIQUE

La vague d'après-guerre se distingue de la précédente par ses choix linguistiques. Les nouveaux arrivants décident en majorité de faire éduquer leurs enfants en anglais, la langue alors perçue comme la clé du succès et de la mobilité sociale. Certains directeurs d'écoles francophones, réfractaires à la diversité, accentuent le phénomène en orientant ceux qui seraient portés à choisir le français vers le secteur anglophone de la commission scolaire catholique. Cela a pour résultat l'anglicisation d'une partie de la communauté qui était jusque-là plutôt près des Cana-

diens français.

Au cours des années 1960, des représentants des élites francophones commencent à réclamer l'éducation obligatoire en français. Au sein de la

de celui de la population de souche britannique. Finalement, la loi 101 n'a qu'un impact limité sur les italophones parce que les enfants déjà scolarisés en anglais obtiennent des droits acquis et



Situé au cœur de la Petite-Italie, le marché Jean-Talon est, depuis les années 1930, un lieu important de sociabilité, non seulement pour les habitants du quartier, mais aussi pour beaucoup d'autres Montréalais. Photo de Louis-Philippe Meunier, 8 août 1963. (Archives de la Ville de Montréal, VM94-A0102-006.)

communauté italienne émergent de nouveaux leaders qui exigent le respect du libre choix, tout en se déclarant favorables à une éducation bilingue. Le choc est inévitable et la crise linguistique éclate en territoire italoophone, à Saint-Léonard, en 1967. Elle dure une dizaine d'années et ne prend fin qu'avec l'adoption de la Charte de la langue française (loi 101), en 1977. Dans ce conflit, des chefs de file de la population d'origine italienne veulent s'afficher comme une composante intrinsèque de la communauté anglophone du Québec. Ils refusent qu'on leur applique un traitement différent

qu'il y a très peu de nouveaux immigrants.

Le conflit linguistique affecte les relations entre italophones et francophones. De nouvelles organisations, notamment le Congrès national des Italo-Canadiens, sont mises sur pied pour défendre les intérêts de la communauté sur la place publique. Des hommes et des femmes politiques d'origine italienne s'affirment en politique provinciale, notamment au sein du Parti libéral, mais aussi à l'échelle municipale et scolaire. Leur présence témoigne d'une volonté d'être des participants actifs au processus politique.



Cette marchande montre fièrement ses olives, conservées en barrique, dans une petite épicerie italienne du Village-aux-Oies (aussi connu comme Goose Village ou Victoriatown), dans le sud-ouest de Montréal. De nombreux immigrants Italiens y habitent dans l'après-guerre, mais le secteur est rasé par la Ville en 1964, au nom de la rénovation urbaine. Photo, 13 novembre 1962. (Archives de la Ville de Montréal, VM94-C63-011.)

UNE COMMUNAUTÉ DIVERSIFIÉE ET BIEN ENRACINÉE

La communauté italienne ne forme cependant pas un bloc monolithique. Certes, l'identité spécifique y reste très présente, comme en témoigne un usage de la langue italienne à la maison plus fort que dans d'autres provinces. Toutefois, si beaucoup d'Italo-Montréalais tendent de plus en plus à se percevoir comme anglophones, beaucoup d'autres se sentent plus près des francophones tout en voulant faire reconnaître leur spécificité.

Une fois la crise linguistique terminée, des ouvertures se manifestent, notamment dans le champ culturel.

Dans les années 1980, des auteurs et des artistes se lèvent pour témoigner, en français, de l'expérience italienne au Québec. Mentionnons les pièces du dramaturge Marco Micone, notamment *Gens du silence* (1982) et *Addolorata* (1984) et les films de Paul Tana, *Caffè Italia* (1985), puis *La sarrasine* (1992), ainsi que le lancement de la revue transculturelle *Vice versa* (1983). C'est aussi à cette époque que paraissent les premiers travaux d'historiens sur la communauté italienne, en particulier ceux de Ramirez et de Perin. De nombreux Québécois francophones découvrent alors l'apport créatif de leurs voisins italo-phones. La Petite-Italie, ses cafés et ses restaurants deviennent à la mode et l'épicerie

rie Milano attire une clientèle métropolitaine.

En 2016, le recensement dénombre 326 700 résidents du Québec qui déclarent une origine italienne, totale ou partielle. Seulement 51 025 sont nés en Italie et le double a l'italien comme langue maternelle. Manifestement, la communauté italienne n'est plus principalement immigrante. Elle plonge ses racines dans le terroir québécois et se présente sous plusieurs visages. Des générations d'ouvriers italiens ont littéralement construit le Québec : ses rues et ses trottoirs, ses canalisations et ses maisons. Leurs descendants sont devenus auteurs ou artistes, éditeurs ou communicateurs, enseignants ou chercheurs, avocats ou médecins, contribuant tous à bâtir une société québécoise différente.

Paul-André Linteau, C.M., C.Q., est historien et professeur émérite à l'UQAM. Spécialiste d'histoire urbaine, notamment de celle de Montréal, il s'intéresse depuis longtemps au rôle qu'y tient l'immigration.

Pour en savoir plus :

Claude Painchaud et Richard Poulin. *Les Italiens au Québec*, Hull, Éditions Asticou/Éditions critiques, 1988, 231 p.

Roberto Perin. « Conflits d'identité et d'allégeance. La propagande du consulat italien à Montréal dans les années 1930 », *Questions de culture*, 2, 1982, p. 81-102.

Bruno Ramirez. *Les premiers Italiens de Montréal*. Montréal, Boréal, 1984, 137 p.

Bruno Ramirez. *Par monts et par vaux. Migrants canadiens-français et italiens dans l'économie nord-atlantique, 1860-1914*. Montréal, Boréal, 1991, 204 p.

Donat J. Taddeo et Raymond C. Taras. *Le débat linguistique au Québec. La communauté italienne et la langue d'enseignement*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1987, 246 p.